



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY

Hors commission - Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie - Contrat copies internes professionnelles d'œuvres protégées - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En vertu des règles de la propriété intellectuelle, les copies papiers ou numériques d'articles de presse ou d'extrait de livres diffusées en interne à des fins d'information, de communication et de documentation, sont protégées par le droit d'auteur.

Le Code de la propriété intellectuelle définit les conditions de protection des œuvres de l'esprit au bénéfice de leurs auteurs ou ayant droit et prévoit à cet effet les modalités de mise en œuvre du droit de reproduction.

Les auteurs et éditeurs de presse ont confié, au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC), la gestion des droits attachés à leur publication ainsi que la perception et la répartition des droits de propriété intellectuelle en matière de droit de reproduction. Ainsi, le CFC délivre, par contrat, aux personnes morales concernées, les autorisations de reproduction et de diffusion en contrepartie du versement d'une redevance.

Le contrat annuel Copie Internes Professionnels permet de diffuser en toute légalité des « *copies papiers et numérique d'extraits de publications* » réalisées à partir de différentes sources : abonnements, achats au numéro ou en librairie, articles sur internet, sous certaines conditions et limites.

En contrepartie, le cocontractant doit déclarer ses effectifs chaque année ainsi que la liste de ses abonnements ou achats réguliers de presse et de livres, à la demande du CFC. Cette déclaration, permet ensuite au CFC de répartir la redevance annuelle perçue entre les ayants-droits des publications utilisées.

La tranche tarifaire « *2 501 à 5 000 agents* » serait applicable à Montpellier Méditerranée Métropole, soit une redevance annuelle de **5 500 € HT**. Ce montant pourra être révisé annuellement. Le contrat à intervenir d'une durée d'un an sera tacitement reconduit au maximum cinq fois sauf dénonciation par courrier avec accusé de réception au moins un mois avant sa date d'expiration.

Soucieuse du respect de la réglementation en vigueur et de la préservation des droits touchant à la propriété intellectuelle, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conclure dans les conditions définies ci-dessus, un contrat copie internes professionnelles d'œuvres protégées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat copie internes professionnelles d'œuvres protégées ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99785-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat CFC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.